Numéro 3

Jeudi
4 octobre 1979

Prix : 1 F

12, cité Malesherbes
Paris 9e
878.40.73

RIPOSTE

Le quotidien de poche du parti socialiste

Directeur
Georges Fillioud

Alain Bombard sur la politique nucléaire : mensonge permanent, chantage orchestré • 25 amendements pour une meilleure justice fiscale • I.V.G. : les socialistes ne voteront pas n'importe quelle loi • Giscard au Parlement : silence, on gouverne • Colette Audry : à propos du procès de Riom • Mots croisés avec Véronique Neiertz •

Le Pouvoir refuse de s'engager devant le parlement

La démocratie au secret

Silence, on gouverne. Pour l'état giscardien, le secret n'est pas seulement une manie, c'est un moyen de pouvoir. Au secret, les rapports d'enquête. Au secret, les aides à l'industrie. Au secret, les dossiers pour les rapporteurs du budget. Au secret, les dangers nucléaires. Au secret, les accords honteux. Au secret les expéditions militaires. Au secret, la démocratie.

Même devant le Parlement, le gouvernement ne veut pas s'exprimer. Surtout pas devant le Parlement qui n'a qu'à parler d'autre chose. M. d'Estaing veut bien causer dans toutes les télévisions françaises et allemande, mais ordre est donné à ses ministres de se taire devant les députés.

Le choix de l'esquive

Comme Gaston Defferre l'a dit, puis l'a crié : l'inflation a galopé tout l'été ; le chômage s'est développé ; le franc a baissé ; le déficit s'est creusé. Mais l'Assemblée n'a pas à s'en occuper. Le gouvernement ne veut pas s'expliquer sur les sujets qui peuvent intéresser les Français. En réalité, il est tellement assuré que son action ne serait pas approuvée qu'il préfère esquiver.

Il faut que la démocratie soit bien abaissée et la situation bien dégradée pour que l'exécutif n'ait même pas le courage d'affronter sa propre majorité. Ne pas oser risquer de faire voter ses alliés qui pourraient le lâcher.

Pas question davantage d'accepter d'informer sur les douteuses opérations centrafricaines où la France s'est fourvoyée et après lesquelles les ministres qui y ont trempé devraient démissionner. Jadis ou ailleurs, ils l'auraient fait. Quand et où la charge de gouverner suppose ou supposait honneur et responsabilité.

Georges Fillioud

Communistes - Socialistes

L'agression c'est fini

«*Le Parti Communiste se prononce pour des contacts sérieux avec les socialistes et les socio-démocrates,pour un dialogue constructif avec toutes les forces pacifiques et démocratiques. Nous apprécions ce qui a déjà été fait en ce sens et nous sommes prêts à développer encore ce type de relations. L'essentiel, en effet, est que nous avons des tâches communes, d'une importance vitale pour les destinées des peuples*».

Cette déclaration publique et officielle est la lumière du jour au bout du long tunnel. Les relations furent si longtemps aigües entre les communistes et leurs voisins de gauche ! Le ton a changé.

Ces paroles de paix et de promesses ont été prononcées par le camarade Léonid Brejnev, chef du Parti Communiste Soviétique, recevant à Moscou la délégation de l'Internationale-Socialiste où le P.S. français était représenté par Lionel Jospin. Le PCF va-t-il encore cette fois-ci s'aligner ?

I.V.G. : le vote des socialistes

Que personnes ne croit que les députés socialistes iront cette fois-ci encore au secours du pouvoir, à nouveau en quête d'une caution d'humanisme et de générosité.

En 1975 , la loi sur l'I.V.G. a été adoptée parce que la gauche l'a votée. Sans ses voix, elle ne passait pas. La majorité réactionnaire n'est pas plus qu'il y a 5 ans, prête à reconnaître à la femme ses droits. L'important était alors de mettre fin à un ordre répressif et hypocrite.

Nous avons donc accepté un texte hypocrite et insuffisant pour améliorer l'état de fait et de droit. Mais, lorsque la loi va revenir devant le Parlement dans quelques jours, nous ne ferons plus pareilles concessions aux principes.

Giscard d'Estaing, Barre et Barrot doivent le savoir : les socialistes ne voteront pas un projet qui maintiendrait les inégalités, les injustices, les arbitraires d'un système dans lequel la maîtrise de la fécondité reste un privilège de classe, et qui soumet la décision d'une femme ou d'un couple au bon vouloir d'un mandarin de l'hôpital local.

L'évolution des mœurs et du temps est telle qu'il n'est pas au pouvoir du pouvoir, après 5 années, de revenir sur ce qui a été concédé. On ne retournera pas à la loi de 1920, bien que les forces conservatrices le souhaitent. Les libertés acquises et les responsabilités acceptées ne se cèdent plus jamais. C'est pourquoi nous ne voulons plus de compromis sur un tel sujet.

Si, au terme du débat, le projet ne nous paraît pas acceptable, nous ne l'accepterons pas. Et nous voterons contre.

épingle

«*Dire que nous intervenons pour des raisons d'intérêt économique est injurieux et stupide*».

Valéry Giscard d'Estaing parlant de ses expéditions africaines.

POSITION

Le «tout nucléaire»
un choix dangereux fondé sur le mensonge, le chantage et le mépris des citoyens

par Alain Bombard

L'affaire des fissures constatées dans les cuves des centrales nucléaires françaises est une nouvelle illustration de la politique des pouvoirs publics fondée sur le mensonge, le mépris du public, le chantage et la soumission aux industriels et aux multinationales.

Le mensonge est permanent : on nous dit que l'usine de La Hague traite les déchets nucléaires, or nous savons que la technique de traitement n'existe pas ; on nous dit qu'il ne peut pas y avoir d'accidents, mais des accidents se produisent de plus en plus souvent, et pas seulement à Harrisburg. D'ailleurs, comment peut-on soutenir que rien ne peut arriver et prévoir un plan O.R.S.E.C. pour chaque sîte nucléaire ?

Dans cette affaire des fissures, le gouvernement a menti une fois de plus, par omission, en essayant de cacher la vérité aux Français. Et personne n'en aurait rien sû si les syndicats n'avaient alerté l'opinion. Mais comme ce pouvoir est celui du mépris, il va tout faire pour passer outre : qu'on charge les cuves, et advienne que pourra !

La peur de la pénurie

Le chantage est permanent, et bien orchestré : on veut que les Français réclament le nucléaire, alors on leur fait craindre la pénurie : on annonce des augmentations de prix, on laisse prévoir des coupures. La direction de l'E.D.F. a déjà fait savoir qu'il y en aurait cet hiver.

La soumission aux multinationales apparaît encore une fois dans le refus du gouvernement de reconnaître des vices de fabrication, pour ne pas remettre en cause le choix de Westinghouse comme sous-traitant. On nous dit que les faiblesses constatées ne sont probablement pas graves. Mais quand il s'agit du danger nucléaire, on n'a pas le droit de se tromper, de dire «probablement» ! Cela signifie qu'on fait délibérément passer l'intérêt des multinationales : le profit à court terme, avant celui des populations : notre sécurité, et celle de nos enfants.

Le nucléaire est présenté - et imposé - comme le seul recours d'avenir alors qu'il ne peut-être - et sous réserves que toutes les précautions de sécurité seront prises - qu'une solution transitoire permettant le développement des énergies nouvelles. Et c'est **maintenant** qu'il faut lancer les centrales qui produiront dans 15 ans, dans 20 ans, ces énergies de remplacement.

D'autres pays l'ont compris, comme les Etats-Unis ou le Brésil, qui ont mis en œuvre de gigantesques programmes pour la production d'énergie solaire, bio-thermique, géothermique, etc. Je souscris totalement aux propos de notre camarade Christiane Mora, mardi à la télévision : Oui au nucléaire comme énergie de transition, non à la doctrine gouvernementale du «tout-nucléaire».

Le Conseil d'Information sur l'Energie Electronucléaire, mis en place par le gouvernement en 1977, estime dans un communiqué que l'information relative aux fissures a souffert de «nombreux manquements». Il déclare qu'il ne peut accepter que des mesures soient prises en vue de pas laisser l'opinion publique sans explications et sans information».



Le procès de Riom vu et revu par le PC

A l'occasion de la projection du film **Le procès de Riom** le 2 octobre sur Antenne 2 aux «Dossiers de l'écran», l'Humanité-Dimanche du 26 septembre et l'Humanité du 2 octobre ont publié un rappel historique de l'évènement et de ses circonstances. La défense de Léon Blum par lui-même est appréciée comme le temps fort de ce procès. Léon Blum, est-il dit, y déploya «toutes ses qualités d'homme politique, son habileté et ses connaissances» ; dans le second, on peut lire que «la défense fut dominée par Léon Blum qui sut défendre avec énergie la politique de son gouvernement». «Défense courageuse» est-il ajouté.

Il semble bien que ce soient là les premiers éloges par des journaux communistes de celui qui fut le chef du gouvernement du Front Populaire.

— Serait-ce que la direction de ces journaux trouve quelque intérêt à se retourner vers la mémoire de Léon Blum à l'heure où les colonnes du journal fourmillent d'attaques contre François Mitterrand ? On sait que la droite ne procède pas autrement quand elle en appelle à Léon Blum contre François Mitterrand, comme elle en appelait jadis à Jaurès contre Léon Blum.

— Toujours est-il que cette appréciation positive de Léon Blum n'a pas toujours été celle de la direction du P.C.F. Dans la revue **l'Internationale communiste** (N° 2 de 1940) on pouvait lire en effet sous la signature de Maurice Thorez que Léon Blum était «un rusé politique» qui «pousse des soupirs hypocrites», un «écœurant comédien... au cœur impassible et impitoyable», un «égoïste jouisseur», «une canaille politique», un «répugnant reptile», un «monstre moral et politique».

Dans un article qui se veut historique, c'était là l'occasion d'une autocritique en bonne et due forme. Ou tout au moins d'une rectification simplement honnête.

— Autre ommission historique de taille : l'auteur de l'article oublie de rappeler qu'après l'arrestation de Léon Blum, François Billoux, alors lui-même emprisonné, au nom des députés communistes (hors-la-loi depuis septembre 1939) proposa par lettre à Pétain d'être entendu **comme témoin à charge des accusés au procès de Riom.**

Colette Audry

Riposte *La Lettre de l'Unité*
12 cité Malesherbes, 75009 Paris Tél. : 878.40.73
Directeur : Georges Fillioud
Rédaction - Edition : Gérard Colé
Gérard Descotils
Maquette : Yves Bernard
Administration : Nicole Covillers
Numéro de Commission Paritaire : 601.22
Abonnement : 250 F par an
Coordination : OFRES **Imprimerie** Gaulier - Paris

Qui est qui ?

MOTS CROISES AVEC VERONIQUE NEIERTZ

Le 6 octobre les femmes seront dans la rue. Le débat sur l'interruption volontaire de grossesse recommence. Là où il a commencé. Suscité par les femmes. Même si maintenant, et grâce à elles, c'est devenu une affaire nationale. Et politique. Depuis Metz, Véronique Neiertz est Secrétaire Nationale à la Lutte des Femmes.

«Du travail, il y en a certes, mais j'hérite d'une situation clarifiée. Le P.S. a pris en compte une politique définie lors de sa Convention Nationale sur les Droits des Femmes, en janvier 1978. Le manifeste a défini des propositions d'actions dont le droit à disposer de soi, le droit à l'emploi, le droit à la dignité. Cela donnait aux femmes une reconnaissance politique.

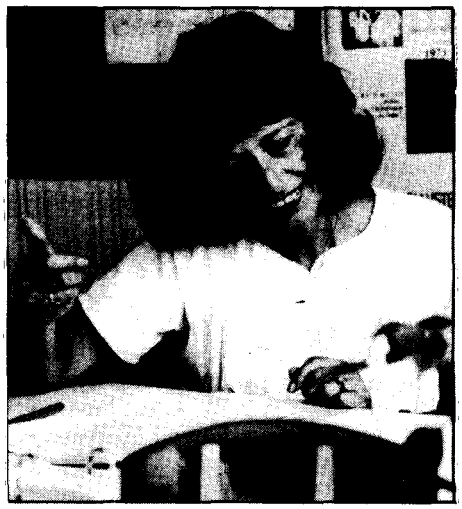
«Nous sommes une génération charnière : j'ai adhéré au Parti en 1971 et je dois dire qu'en 8 ans, les progrès obtenus même à l'intérieur du Parti ont été remarquables. Mais pas suffisants. L'objectif c'est que le secrétariat dont je m'occupe disparaisse. Parce qu'il y aura bien un jour où il sera sans objet».

- Le jour où il n'y aura plus de quota féminin statutaire ?

«Nous n'aimons pas du tout la religion du quota. Mais regardons les choses en face. Les rares femmes qui faisaient partie de la direction du Parti ont imposé les 10 % en 1973, ce qui correspondait alors au nombre de militantes. Maintenant nous représentons 21 % des adhérents. C'est donc efficace.

«Les quota restent nécessaires mais insuffisants. Ils jouent leur rôle dans la désignation des dirigeants, pour les scrutins de listes, municipaux où européen mais il n'a pas d'influence sur le scrutin individuel. Et il y a encore beaucoup à faire pour vaincre les réticences».

- Les mouvements féministes seront samedi



dans la rue, et les militants du P.S. avec elles. Y-a-t-il convergence ?

«Le mouvement féministe a été très efficace et à fait emerger ses revendications dans le champ politique. Son rôle est donc fondamental. Mais en fait il se borne à ébranler les valeurs patriarcales et sous évalue l'oppression économique. Il ne prend pas en compte la lutte des classes et en conséquence n'offre aucune issue politique à son combat».

- Dans les revendications que tu prends à ton compte, il y a la nécessité de mener les femmes à la conquête du pouvoir politique ?

«Oui, bien sûr. Aussi nous comptons bien accroître notre rôle de formation qu'avait inauguré Yvette Roudy. Le secrétariat National est destiné à permettre aux femmes de rattraper les handicaps dont elles souffrent à l'intérieur d'une organisation comme la nôtre, par exemple sur la prise de parole, l'analyse politique etc... C'est pour nous un objectif prioritaire».

- Les femmes ont elles avec le pouvoir le même rapport que les hommes ?

«Oui, même si elles le nient ou si elles n'en sont pas conscientes. Et cette attitude est bien révélatrice de leurs complexes à cet égard».

DU NOUVEAU EN BOURGOGNE

Session importante, à partir de demain, du Conseil régional de Bourgogne. Outre un ordre du jour très chargé, un combat politique doit se conclure lundi ou mardi prochain par un changement de Présidence. Combat parce que l'actuel Président, Marcel Lucotte, se cramponne à son fauteuil refusant d'admettre que la gauche a conquis la majorité dans cette région aux élections cantonales de Mars dernier. La majorité de gauche s'est encore accrue dernièrement à la faveur d'une élection partielle. Cette majorité désignera, comme candidat à la présidence, Pierre Joxe, qui devrait être élu.

La Bourgogne serait ainsi avec le Nord-Pas de Calais, la Provence-Côte d'Azur, le Midi-Pyrénées, l'Aquitaine, le Languedoc-Roussilon, le Centre-Limousin et l'Auvergne, la huitième région socialiste de France.

TOURNEE GISCARD EN AQUITAINE

Tournée électorale de Valéry Giscard d'Estaing en Aquitaine : les élus régionaux Socialistes et Radicaux de Gauche ont décidé de refuser la figuration intelligente qui leur était proposée à cette occasion dans diverses sauteries et inaugurations, pour ne participer qu'à l'unique séance de travail proposée par le Président de la République aux élus locaux. Ils tiendront immédiatement après une conférence de Presse.

Ils ont egalement décidé qu'un «Projet Aquitaine» serait présenté à la séance pléniaire du 12 octobre par le Président du C.R. Le projet, en réponse au Plan Décennal de l'administration comprend une série de propositions portant sur la politique énergétique (effort en faveur des énergies nouvelles), le logement, l'aide au premier emploi (agriculture et artisanat), et la mise en place d'un Bureau d'Analyse et d'Expertise Economique.

COLLOQUE ISER

L'Institut Socialiste d'Etudes et de Recherches (ISER), dont le directeur est Jean Pronteau, organise samedi 27 et dimanche 28 octobre un colloque intitulé : «Les intellectuels sous Giscard».

Trois thèmes seront débattus :

— Restructurations idéologiques avec des rapports de Alain Meyer et Pascal Ory.

— Les intellectuels et l'Etat avec Nikos Poulantzas et Didier Motchane.

— Configuration du pouvoir avec Régis Debray et Daniel Lindenberg. Ce colloque se tiendra à l'Assemblée Nationale, 101 rue de l'Université 75007 Paris (contact Hélène Fould 551.97.53).

ELECTIONS JAPONAISES CE WEEK-END

Très conscient de la baisse progressive de leur influence dans l'électorat, nos camarades du Parti Socialiste Japonais avaient envoyé une mission en France en juillet dernier pour étudier le mode de fonctionnement et le programme de notre parti.

Malheureusement, la dissolution de la Chambre des Représentants par le premier ministre Gohira est arrivée trop tôt pour que le P.S.J. ait eu le temps de mettre en place des réformes destinées à le rendre plus efficace. Aussi faut-il s'attendre à ce que sa baisse d'audience se poursuive et qu'il ait moins de siège à la Chambre. D'autant plus que la centrale syndicale Sohyo, ne le soutient plus comme dans le passé.

• «**Tribune Libre» du P.S.** ce soir sur FR3 (18h55) avec Laurent Fabius, Edwige Avice et Claude Estier sur le thème de l'information.

TOULOUSE : ETUDIANTS MIS A LA RUE

200 étudiants français et étrangers occupent depuis lundi, avec l'accord de l'évêché, l'église Notre-Dame du Taur pour protester contre «la mise à la rue de plusieurs centaines d'étudiants étrangers habitant les résidences universitaires de Toulouse». Les étudiants exigent des négociations immédiates entre l'UNEF, le Centre Régional des Oeuvres Universitaires et la Mairie de Toulouse. Ils ont reçu le soutien du P.S., du P.C., de la C.G.T., et du M.R.A.P.

Télé - P.S.

SAMEDI PROCHAIN, 6 OCTOBRE. MARCHE DES FEMMES . POUR LE DROIT ET LA LIBERTE DE DONNER LA VIE. RENDEZ-VOUS DES SOCIALISTES A 15 H A LA TOUR EIFFEL.

Première partie de la loi de Finances

25 amendements socialistes

Pour les profanes, la première partie de la loi de Finances ce sont les recettes - en d'autres termes, le système fiscal français avec toutes ses injustices et ses privilèges.

Les communistes socialistes ont déposé 25 amendements qui mettront tous les députés au pied du mur. Ceux qui refuseront de voter ces amendements, signeront leur complicité avec le système Giscard-Barre.

La politique gouvernementale consiste à faire porter les effets de la crise sur les catégories sociales les plus défavorisées, et les plus aisées à atteindre : les salariés. La batterie d'amendements vise à alléger leur charge et constitue un plan cohérent pour rééquilibrer les sources de recettes de l'Etat.

Les Privilégiés...

Et d'abord les sociétés. Les députés socialistes proposent l'instauration d'un impôt sur le capital, la réintégration aux bénéfices des émoluments des P.D.G., directeurs généraux et autres administrateurs délégués, l'interdiction d'inclure dans les frais généraux les dépenses personnelles des dirigeants, les frais d'organisation des stages et séminaires «tenus en dehors des locaux de la société» etc. Les banques qui font de larges bénéfices sont également visées.

... Et les autres

Les autres, les salariés, ont subi une inflation de plus de 10 %. En même temps, «on» ne relève les tranches d'impôts que de 8 %. C'est inadmissible. Il faut aussi remonter le niveau des exonérations.

Les députés socialistes utilisent aussi d'autres ressources de la loi de Finances pour alléger les charges des handicapés, pour accroître la solde des appelés du contingent et pour revaloriser les rentes viagères.

Déjà en commission, les députés de la majorité ont refusé de lever l'arrangement des possesseurs de bons du Trésor, et l'impôt sur le capital.

CHAILLOT : BUDGET REDUIT

Une menace de licenciements pourrait affecter, selon la C.G.T., 30 à 40 % du personnel du théâtre (107 personnes) après l'amputation de 10 % (soit 1.400.000 F) des crédits de fonctionnement inscrite dans le projet de budget de 1980.

AUGMENTATION DES LOYERS ET DES IMPOTS LOCAUX

La confédération Syndicale du Cadre de Vie (CSCV) estime que les hausses intervenues depuis juillet se traduisent par une dépense supplémentaire de l'ordre de 264 F pour une famille de deux enfants ayant un salaire brut de 3.500 F, soit un prélèvement de 7,5 % sur le revenu net disponible.

Mais

Mais, Monsieur Edgar Faure n'est plus au groupe R.P.R. à l'Assemblée Nationale, puisqu'il n'en a pas démissionné. Mais on ne peut pas être membre d'un parti sans être membre de son groupe parlementaire. Mais si, puisque M. Edgar Faure a été élu député R.P.R., alors qu'il était radical. Mais le Parti Radical est bien membre de l'U.D.F. Mais M. Edgar Faure n'est pas U.D.F. puisqu'il est non-inscrit. Mais il est bien à l'U.D.F. puisqu'il était sur la liste U.D.F. aux Européennes. Mais toutes ces raisons ne sont pas raisonnables. Mais pourquoi ? Mais parce que M. Edgar Faure est académicien.

La taxe professionnelle devant le Parlement

Rebelote

Formidable tour de passe-passe du gouvernement et de sa majorité parlementaire. Le débat qui vient de s'ouvrir à l'Assemblée Nationale sur la fiscalité locale a tout de la mascarade.

A l'origine, la transformation de la patente en taxe professionnelle adoptée par la même majorité sous le gouvernement de M. Chirac et la responsabilité directe de M. Fourcade. Effet de cette «réforme» : un important transfert de charges des entreprises artisanales et commerciales vers les firmes industrielles. Contrairement à la patente, la nouvelle taxe est calculée en effet pour une large part sur la masse salariale.

D'où un tollé des «victimes» et des déchirements dans le patronat (avec notamment une scission entre «industriels» et «commerçants» au sein de la confédération générale des PME). Marche arrière du gouvernement : la taxe professionnelle est triturée dans tous les sens pour éviter les surcharges : un système complétement batard !

Le temps passe. Barre remplace Chirac et juge urgent... de laisser ce système en l'état. Mais les lobbies patronaux ne désarment pas. Et le «serpent de mer» refait surface à diverses occasions.

Ouf ! M. Papon, le ministre du Budget, a fini par trouver une astuce : il a donné son accord à sa majorité pour adopter un nouveau mode de calcul de la taxe professionnelle fondé sur la valeur ajoutée de chaque entreprise. Résultat prévisible selon les «simulations» de l'administration : les entreprises industrielles seront dégrevées d'impôt mais les artisans et les commerçants paieront plus. Retour plutôt comique aux inconvénients de la patente.

La grande astuce consiste à «tester à blanc» le nouveau dispositif durant au moins deux ans et en attendant à conserver la taxe telle qu'elle est, c'est à dire mi-chèvre mi-chou. Qui imaginerait que d'ici deux ans, il y a une importante échéance électorale et que ce n'est pas le moment de mécontenter les patrons, qu'ils soient grands ou petits ?

SEPT CENTS EMPLOIS MAINTENUS A AURILLAC

La municipalité (union de la gauche) d'Aurillac a enregistré avec satisfaction le rachat de l'entreprise Satrapex, premier fabricant français de parapluies, par un groupe financier. La mairie a demandé et obtenu qu'aucun licenciement n'ait lieu dans ce qui est aussi la première entreprise de la ville.

ABONNEZ-VOUS A «RIPOSTE»

Suspendue depuis le 13 juillet dernier, la lettre de l'Unité reparaît quotidiennement sous le titre «RIPOSTE», dans une nouvelle formule plus dense en informations et commentaires et consacrant une large place à la vie du Parti Socialiste. Nous attendons vos informations... vos suggestions et... votre abonnement. (Les abonnements à la Lettre de l'Unité seront servis jusqu'à leur expiration).

Nom et Prénom .....

Adresse .....

.....

☐ Abonnement à 1 an : 250 F. Date et signature :
☐ Abonnement à 6 mois : 140 F.

Réglement par chèque bancaire ou postal à adresser à ;
Riposte - 12, Cité Malesherbes - 75009 Paris.